

## Guadeloupe : La dose de trop... !

« Celui qui aime tuer doit aimer mourir ! »

Proverbe créole

Depuis le mois de janvier 2020, au moment même où les chinois avertissaient le monde de la dangerosité du virus de la COVID, le gouvernement était encore « rassuriste » au point de qualifier la pandémie de simple grippe. Depuis, sont passés des mois d'erreurs et de décisions incohérentes aboutissant à des scandales et à la mise en danger permanente des citoyens et des soignants. Les rares scientifiques ou intellectuels qui ont eu la lucidité de s'interroger, voire de critiquer, ont connu le bannissement social.

La dernière trouvaille magique de nos apprentis-sorciers de dirigeants est l'essai clinique à base d'ARN messager ou à vecteur viral – nouvelles biotechnologies ultra rentables financièrement nous plongeant dans l'inconnu sanitaire - que l'on nous a présenté comme étant la solution ultime à plus de 90% dès le début, puis à moins de 50% jusqu'à advenir juste une « *protection des formes graves* » et, finalement, mutant en obligation absolue pour les soignants pour, de manière à peine voilée, être habilement « conseillé » à tout un chacun.

Le problème est que, voulant aller trop vite pour imposer cette « *nouvelle technologie vaccinale* », les autorités de tous les pays occidentaux ont commis l'erreur d'interdire à la médecine de faire ce qu'elle sait faire depuis toujours : **soigner**. Nous faisons face à une véritable gestion idéologique tant sur le choix économique et de la réponse thérapeutique que sur le choix des contraintes de mise en place pour faire passer la pilule, ou plutôt la dose.

En Guadeloupe, la situation est bien plus complexe et noble que ne laisse entrevoir le mépris néocolonialiste au travers des propos qui nous qualifient de vodouisants ou d'alcooliques pour expliquer notre rétivité. La situation est complexe parce que les événements sont multifactoriels et, noble, parce que nous avons à faire à une population dans une rectitude qui surprend même les plus révolutionnaires. Nous avons connu bien plus par le passé et nous nous en sommes toujours sortis. L'effet sidération post premier confinement terminé, l'île a repris goût à la vie contre les pulsions de mort covidienne nonobstant toutes les tentatives officielles de lui maintenir la tête sous l'eau.

Depuis le 17 juillet, et chaque samedi, des organisations syndicales - politiques et associatives diverses ont pris le pari de marcher dans les quatre coins de l'île et de s'expliquer face à la population, seul moyen massif pour contrebalancer la propagande et les mensonges officiels. D'ailleurs, tous les tenants de la parole officielle n'en reviennent toujours pas de cette extraordinaire réussite qui déconstruit leurs puissants moyens : sondages tordus, publicités "vaccinales" et attaques médiatiques hors normes. Tout un système propagandiste est mis en échec, c'est la raison pour laquelle les mensonges de bas étage fusent désormais, démasquant les autorités furieuses d'avoir échoué.

Ainsi, nous faut-il prendre les faits par le commencement pour bien comprendre la colère populaire et le mouvement social en Guadeloupe. Notre économie est fondée sur les mêmes modalités coloniales et post-esclavagistes depuis 1848, ce qui induit un fonctionnement social qui respecte les mêmes lois d'antan en termes, non seulement de classes, mais aussi de races en dépit des tentatives libérales et néo-gauchistes voulant faire croire qu'il suffit de supprimer les termes de l'ancien pour qu'apparaissent le nouveau.

Le décor étant planté, il faut rappeler les luttes et autres tentatives du passé qui ont été menés, successivement, par le marronnage, la résistance solidaire et hermétique des sociétés noires, la résistance jusqu'à la mort de l'armée et la population de l'île contre le rétablissement de l'esclavage par Napoléon Bonaparte, le « socialisme noir » mené par Hégésippe LEGITIMUS (ancêtre du comédien connu), la dissidence plurielle qui rejoignit les forces françaises libres (FFL) pour libérer la France des Nazis, le mouvement communiste, le mouvement autonomiste, les événements de Mai 1967, le mouvement indépendantiste et, bien-entendu, le mouvement syndical divers qui commença avec la « fraternité ouvrière », elle-même issue du « socialisme noir ».

Tous ces mouvements et actions collectives conditionnent le comportement rebelle, tant sur le point collectif qu'individuel, de la Guadeloupe. Ce n'est pas un roman national mais un constat sociologique qui doit conduire à ne pas considérer la Guadeloupe comme un enfant râleur mais comme une terre de résistance à l'injustice. D'ailleurs le terme créole – *Pwofitasyon* – est la traduction par excellence de cet état de fait. Ce terme exprime ce qu'il y a de plus détestable dans l'imaginaire locale : **l'abus du plus fort sur le plus petit.**

A ce propos, le mouvement populaire de 2009, initié presque dans les mêmes conditions, s'était donné pour but de mettre un terme à la *pwofitation* du système néocolonial qui perdurait à l'encontre de l'intérêt général de l'île. Ce mouvement a été très long, 44 jours, et a abouti à un accord avec une liste très longue de points sociaux à régler urgemment, préliminaire à un vrai plan de développement du territoire. Mais c'était trop beau pour être vrai, chasser le naturel et il revient au galop puisque les responsables politiques locaux et nationaux n'ont jamais respecté l'essence même de cet accord. Le déni de la parole donnée et de la signature apposée fera germer une frustration légitime, surtout dans la tête des enfants de ceux qui ont milité et marché à l'époque... Beaucoup de ces enfants sont sur les barrages.

Les derniers événements qui ont focalisé la colère collective sont, donc, la vie chère (mouvement de 2009) mais aussi le scandale de l'eau potable inaccessible (toujours d'actualité), le scandale sanitaire du chloredécone (toujours d'actualité mais menacé d'un non-lieu judiciaire), le scandale du manque de moyens sanitaires et des restructurations hospitalières sur un archipel présentant des risques divers et variés, et enfin la gestion hasardeuse et mortifère de la pandémie de la COVID. Ceux qui ont réduit cette colère à un état d'esprit magico-religieux ont fait montre d'une inculture et d'un mépris de classe-race équivalents à la fameuse réplique de Marie-Antoinette.

En 1851, un médecin Américain a cru bon de qualifier de « *Drapétomanie* » l'envie de liberté des noirs mis en servilité. Pour le Dr Samuel CARTWRIGHT – aliéniste convaincu – « *la folie de l'esclave qui s'enfuit* », définition du terme, était la seule explication des comportements rebelles des noirs de l'époque. En psychiatisant un fait naturel et humain, ce médecin faisait déjà le lit de ceux qui utilisent la science comme champ de bataille utilitaire. De nos jours, c'est « *la folie des citoyens refusant la vaccination ARNm* », sous le concept fourre-tout de « *complotiste* », qui est pointée du doigt par des individus de même stature cachant leur opportunisme ou leurs liens d'intérêts derrière la science et la médecine.

Peu nous en chaut ! La Guadeloupe n'a jamais attendu d'être notée par l'extérieur pour penser, parler et agir n'en déplaise à ses propres enfants qui vont brailler sur les médias nationaux pour tenter de cacher leurs indignités en discréditant leurs compatriotes. C'est ainsi que nous avons pu assister à un incroyable déballage d'un sénateur Guadeloupéen du Parti Socialiste, oubliant de préciser avant toutes choses que son parti avait été financé par l'un des laboratoires ayant intérêt à la vaccination obligatoire.

Le refus de la vaccination obligatoire et du passe sanitaire, par la très grande majorité de la population Guadeloupéenne, n'est donc pas un ultime « caca nerveux » d'enfants gâtés mais un positionnement réfléchi et rationnel qui surprend l'ingénierie sociale systémique. Ce qui surprend le système c'est l'autodétermination sanitaire de cette population qui regarde, amusée mais vigilante, passer les mensonges et les erreurs du gouvernement. Les autorités ont pris du temps à comprendre ce phénomène et ont perdu, désormais, leur sang-froid localement mais aussi leur rationalité, si tant est ils en ont jamais eu, sur le plan national.

Il faut, maintenant, faire un petit rappel de près de deux années de gestion idéologique de cette pandémie :

- **Ils se sont moqués des avertissements des chinois au début de la COVID, dès le mois de Décembre 2019 et tout le mois de janvier 2020**, en minimisant le virus, traitant de « grippette » la COVID et de « Complotistes » les rares personnes sensées qui craignaient le pire, dont les organisations syndicales et les soignants sur le terrain.
- **Ils ont interdit toutes initiatives des médecins de ville voire hospitaliers** - avec le renfort de l'ordre des Médecins - alors qu'il fallait dépister et traiter en amont. Aujourd'hui, ils vont jusqu'à interdire d'excellents médecins d'exercer s'ils n'acceptent pas l'injection ARN (14% des médecins de l'île en dépit du manque cruel de personnels médicaux).
- **Ils obligeaient les soignants, accompagnants médicosociaux et aides à domicile à prendre des risques inconsidérés** dans les vagues précédentes, sans moyens, sans protections, combien ont été contaminés et ont transmis ou en sont morts ? Aujourd'hui, ils les suspendent quoiqu'il en coûte aux travailleurs, à leurs familles et à la société. Pourtant, l'injection ARN n'empêche pas la transmission du virus, même si les professionnels l'acceptent cela ne protégera en rien les patients, contredisant l'argument officiel
- **Ils ont triché en présentant, dans un journal scientifique de renommée internationale, un faux en écriture** sur le traitement proposé par un éminent virologue de renommée internationale. Aujourd'hui, tous les pays qualifiés de "sous-développés" - et même la Chine - utilisent des molécules repositionnées et gagnent la bataille contre la pandémie. Dans les pays de la Caraïbe et d'Amérique centrale, un simple kit de molécules repositionnées est distribué aux patients positifs... Le résultat est que la Guadeloupe paye le plus lourd tribut de la région, largement devant Haïti malgré le dernier tremblement de terre.
- **Ils ont imposé un dangereux médicament (le Remdésivir), 500.000 doses à 2300 \$ c'est-à-dire des Milliards pour un de leurs financeurs électoraux (GILEAD)**, qui a dû être retiré en vitesse, après avoir tué nombre de patients.
- **Ils ont continué à fermer des lits en pleine crise sanitaire**, c'est-à-dire 5 700 lits sur toute la France rien qu'en 2020, les réformes néolibérales doivent continuer à leurs yeux. Aujourd'hui, ils s'amusent à offrir des séjours "all inclusive" à des soignants de l'hexagone pour "remplacer" des soignants du pays suspendus... 3500 € pour une I.D.E. débutant, contre toute logique statutaire. Certains parlent même de grand remplacement en vue de l'ouverture du prochain C.H.U. de Guadeloupe.
- **Ils ont menti en affirmant que la « vaccination ARN » ne pouvait être obligatoire et que le laissez-passer ne pouvait interférer avec la vie sociale.** Aujourd'hui, l'étau se resserre sur tout le monde pour imposer un contrôle des citoyens digne de la dictature de Pinochet au CHILI, sur la base d'une « vaccination » obsessionnelle.

- **Ils font pression sur les plus faibles pour augmenter leurs statistiques vaccinales, bafouant tout principe.** Ainsi, affirment-ils sans sourcilier que plus de 85% des soignants seraient « vaccinés ». Pourquoi alors faire appel à des soignants extérieurs et imposer, contre la réglementation, des plannings en 12 heures ?
- **Ils ne respectent même pas leur signature apposée sur des traités et conventions internationaux,** quand on sait que le Conseil de l'Europe et l'O.M.S. ont refusé l'obligation vaccinale.
- **Ils mentent en se référant aux vaccins obligatoires existants mais qui ne sont pas à l'ARN** et qui ont eu besoin de 15 à 20 ans de recul avant cette obligation.
- Face aux réserves exprimées par les sceptiques à l'inclusion dans un essai clinique de phase III à grande échelle, **ils ont martelé sur les ondes que les essais étaient terminés et que le "vaccin", dans le cas contraire n'aurait pas obtenu d'AMM,** misant ainsi sur la crédulité des personnes ayant le respect des discours officiels, en veillant à omettre de préciser qu'il s'agissait d'une AMM conditionnelle délivrée en l'absence d'autres thérapeutiques sûres
- **Ils mentent en affirmant que l'injection ARN (qui ne répond pas à la définition du vaccin conventionnel et qui fait appel à la thérapie génique) est la seule porte de sortie.**
- Ils ont bafoué **les règles du consentement éclairé** en faisant abstraction de certaines **informations liées aux protocoles d'essais cliniques,** notamment sur la notion d'essais en double-aveugle incluant la présence de placébo.
- **Ils parlent déjà d'une troisième dose voire plus pour ceux qui l'ont déjà pris,** ce qui démontre l'inefficacité de ce produit qui coûte très cher à la dépense publique pour peu d'effets positifs.
- **Des vaccins conventionnels existent déjà ou sont en passe de l'être (Cubains, Chinois, Russes, indiens et même Européens),** mais ils refusent de les homologuer alors que c'est la solution vaccinale la plus efficace et la moins coûteuse. Ils préfèrent mener une guerre économique pour imposer la thérapie génique comme "avancée technologique" sur la Chine, notamment, qui a fait le choix de vaccins conventionnels. C'est donc une gestion idéologique au profit de l'argent pour un petit nombre et non de la santé pour tous.
- **Il est désormais et scientifiquement reconnu que l'injection ARN n'est pas efficace comme attendu,** que l'immunité collective soit un leurre et que l'immunité naturelle de ceux qui ont eu la COVID est de loin bien meilleure que celle acquise par injection ARN. Pourtant, même ceux qui ont eu la COVID devraient avoir une dose d'ARN, où est la science dans cette terrible absurdité ?
- **Sur le plan international, des constats scientifiques sérieux ont contraint des gouvernements à revoir leur politique de "vaccination" à base d'ARN.** Le Royaume-Uni a même financé un vrai vaccin Français (Valnéva) et libéré la population des mesures contraignantes.

- **Pour nous convaincre, ils affirment qu'il y a 5 milliards d'individus vaccinés, mais oublient sciemment de préciser** que du lot, il y a 2 milliards de Chinois et 2 autres milliards d'autres pays qui ont fait le choix de vaccins classiques ou à vecteur virale (avec adénovirus humain, bien loin d'Astrazeneca qui utilise un adénovirus de chimpanzé) : Cuba – Russie – une partie de l'Inde – Iran – Plusieurs îles de la Caraïbe – Plusieurs pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et autres... **Bien entendu, ces chiffres concernent en grande partie les premières injections !**
- 
- **Contrairement à leurs affirmations, il n'y a aucun consensus scientifique sur ces produits ARN**, il y a même un dissensus grandissant sur le plan international. La science et la médecine ont été utilisées plus à des fins financières qu'à des fins sanitaires.
- **La Guadeloupe a perdu entre 400 et 800 de ses enfants, non pas parce qu'ils n'étaient pas « vaccinés »** mais par manque de moyens sanitaires que nous dénonçons depuis tantôt, par manque de soins précoces, par manque d'anticipation de l'ARS et surtout par la volonté farouche de ce gouvernement de nous punir d'être méfiants envers l'ARN. Parmi ces morts, la majorité avait des comorbidités sévères et beaucoup avaient pris l'injection ARN, selon les croisements d'informations que nous avons en notre possession **et contrairement aux affirmations officielles**. Des soignants de l'hexagone, venus en "renfort", ont témoigné de sélection à la vie et de maltraitance sanitaire.
- **Ils tentent d'opposer ceux qui ont fait le choix de prendre l'ARN à ceux qui refusent**, cela prouve qu'ils ne sont pas confiants mais nous avons réussi à ne pas tomber dans leur piège en divisant nos familles et nos amitiés sur un choix strictement personnel. Il est vrai qu'une part infime et opportuniste-hédoniste de la Guadeloupe, très active aux côtés du discours officiel, a tenté de nous y emmener sans succès.
- **Nul ne connaît les conséquences à moyens et/ou à long terme de cette expérience générique à grande échelle...** *"Science sans conscience n'est que ruine de l'âme !"*
- **Ils n'ont tiré aucune leçon de leurs erreurs, bien au contraire !** Ils continuent et ont décidé de reconduire l'entrée en masse du virus, comme en juin et juillet, en ouvrant grande la saison touristique aux "vaccinés" alors que l'on sait que ces derniers peuvent contracter, véhiculer, transmettre ce virus et même en tomber malade. Ce n'est donc pas un hasard que la population se soit mobilisée au début de la saison touristique. Ceux qui y voient un « suicide économique » sont incapables de comprendre la douleur qui a été la nôtre aux mois de Juillet et Août face à l'importation du virus.
- **Pour passer en force, ils n'ont que le mépris et le peloton d'exécution médiatique contre nous.** Il fallait entendre les bien-pensants nous traiter de vodouisants, d'alcooliques...Mais malgré tout, nous sommes à la verticale et ils en deviennent fous de colère.
- **Nos politiciens sont d'une inanité lamentable**, se cachant soi-disant derrière l'avis de "scientifiques" qui nous font tourner en rond depuis près de deux années. Leur faut-il être plombier pour différencier un bidet d'une cuvette de W.C. ?
- **Aujourd'hui, nous ferions pire en une semaine de barrages qu'eux en près de deux ans de désintégration sociale.** Ils se focalisent sur des incidents sur les barrages pour « dénoncer » notre irresponsabilité... Du culot au kilo !

Dès le début de la pandémie, ce sont les organisations syndicales, d'abord dispersées puis unitaires, qui ont pris la charge du combat contre toutes les dérives et toutes leurs analyses et avertissements ont été confirmés par les faits qui ont suivi. Le problème fondamental est la technocratie au pouvoir, on constate bien que l'engagement des syndicats insupporte de manière terrifiante les technocrates malgré l'évidence, d'autant que ce que nous disions se vérifient et arrivent à percer la propagande officielle jusqu'à mobiliser la grande majorité de la population.

Ce n'est pas, en soit, une spécificité Guadeloupéenne que des technocrates vouent une méfiance, voire une haine, envers les syndicalistes et singulièrement ceux qui jouent leur rôle de défenseurs des masses laborieuses.

Il faut se rappeler de l'extraordinaire création institutionnelle qu'est la sécurité sociale, un Etat dans l'Etat pensé par des syndicalistes ouvriers qui étaient motivés par leur seule volonté d'émanciper leurs pairs de leurs problématiques sanitaires. Cette institution, toujours malmenée par l'élite politique et financière mais encore debout, est désormais en grand danger si l'abonnement à la « Box-Vax » reste inscrit dans l'esprit des citoyens.

Depuis fort longtemps, les organisations syndicales n'ont eu de cesse de dénoncer la marche forcée vers la falaise. Ce sont les réformes, prétendument nécessaires, et la « prise d'otage » technocratique des services qui relevaient de l'engagement associatif (social et médicosocial) ou du service public (hôpitaux) qui nous ont conduits à l'impasse d'aujourd'hui. Une véritable crise systémique, au profit du capitalisme sauvage qui se présente sous le doux nom de « néolibéralisme », générée par la cupidité et l'avidité de politiciens et de hauts fonctionnaires plus ou moins corrompus.

Les pseudos décentralisations locales, dans un premier temps, suivis des recentralisations déguisées au niveau de l'Union Européenne via le démantèlement progressif des services déconcentrés, dans un deuxième temps, en sont les armes fatales. La création des A.R.S. est l'exemple suprême de cette orientation malfaisante envers l'intérêt général. L'esprit D.D.A.S.S n'est plus de mise et ce sont, donc, de véritables préfectures de santé mais sous le modèle Américain, qui agissent désormais pour restructurer la politique sanitaire locale selon les critères définis par les tenants du libéralisme économique.

Ce n'est pas un hasard de retrouver les mêmes, politiciens et hauts fonctionnaires (Enarques ou Polytechniciens), depuis trois décennies à la manette et, quelques fois, par phénomène d'osmose. L'arrivée de Macron à la présidence en est emblématique quand on connaît son parcours et son non-engagement politique sur le terrain. Il y a, donc, très longtemps que la République – *chose publique* - est prise en otage par des intérêts privés mais toute révolte populaire est qualifiée d'antirépublicaines par ceux qui ont organisé et qui tirent profit de cette prise d'otage.

L'éloignement de la Guadeloupe du centre de décision politique, plus de 7000 km, a toujours produit des contradictions d'intérêts et des incohérences décisionnelles mais dans le cas de la COVID, c'est la goutte de trop. Il faut rappeler que nous sommes balayés régulièrement par des épidémies virales, Grippe – Dengue – Zika – Chikoungounia, la peur de la COVID n'a donc pas été de même nature qu'en Europe. Ce constat est identique pour quasiment tous les pays tropicaux et plus particulièrement pour l'Afrique. Notre perception relativiste mais aguerrie peut surprendre au point d'inciter certains au jugement, cependant elle nous instille un comportement d'affrontement même face à un « ennemi invisible » comme la COVID.

D'Octobre 1865 à Juin 1866, la pandémie de Choléra, qui ravageait déjà le monde depuis 20 ans, a fini par entrer en Guadeloupe qui s'en était parfaitement prémuni jusqu'à ce que des intérêts économiques poussent les autorités à rouvrir les frontières, il fallait faire vivre l'économie. Cet air très connu de nos jours a été à l'origine de la mort de 15 % de la population de l'époque, soit 1500 personnes. Non contents de leurs premiers exploits, les tenants de l'économie avant l'humain ont cogité et propagé l'idée, avec la complicité de médecins-militaires de l'époque, que ce n'était qu'une banale « fièvre cholérique ». Il a fallu la pugnacité de vrais médecins de terrains, dont un arrière grand-oncle de l'auteur de ces lignes, pour convaincre les autorités de changer de braquet in extrémis. En neuf mois l'affaire était réglée sans C.H.U., ni A.R.S..

Aujourd'hui, l'erreur de l'ingénierie sociale, qui se cache derrière ce gouvernement et ses relais locaux, est d'insister à nier notre capacité de nous suffire de peu pour être libre, à rester unis et à résister. Nous n'avons besoin ni de cinémas, ni de restaurants, ni de cafés pour enfin nous sentir libres, mais nous exigeons le respect et un système sanitaire digne de ce nom. Ils nous ont confiné et reconfiné, sans compter les couvre-feux, sans aboutir à leur fin. Beaucoup de tentatives de division ont été entreprises, à commencer par le clivage « provax » contre « antivax » qui a fonctionné un temps, mais le travail du collectif a mis des mots sur les interrogations légitimes et le vent a tourné. Il y a même des individus d'origine Européenne qui nous vomissent des propos injurieux, racistes et néocoloniaux sur les réseaux. Mais la force de ce mouvement est d'être très hétéroclite, ce qui rend difficile de nous conduire sur des terrains glissants.

Pourtant, les revendications n'ont jamais été aussi claires dès le départ :

- Nous ne sommes pas anti-vaccins, ce qui serait le comble pour des soignants. Nous sommes prudents sur l'essai clinique à base d'ARN-messager que l'on qualifie de « vaccin ». Et l'actualité nous a donné raison quand on se rend compte que deux « vaccins » sur quatre homologués restent en piste mais avec une efficacité limitée à la « *protection des formes graves* » et à six mois de péremption que l'on qualifie d'immunité.
- Nous sommes pour un vaccin qui réponde à la définition connue, des essais prometteurs sont en cours en Europe, d'autres pays ont déjà franchi le pas de vaccins existants.
- Nous sommes pour la liberté de chacun d'accepter ou non l'essai clinique à base d'ARN ou le vecteur viral.
- Nous sommes contre la division de la population entre vaccinés et non-vaccinés ou pro-vaccins et anti-vaccins. Nous devons respecter l'avis de chacun et ne pas tomber dans le piège de MACRON : « **Diviser pour mieux régner** ». Nous devons mobiliser tout le monde sur un principe.
- Nous sommes contre le passe sanitaire qui est une attaque aux libertés publiques après les attaques aux Droits sociaux.
- Nous sommes pour les précautions sanitaires, les moyens et les traitements éprouvés et moins coûteux, notamment les repositionnements de molécules connues et éprouvés qui fonctionnent, contrairement aux affirmations officielles.
- Nous dénonçons l'amalgame fait avec la « *solidarité* » pour nous culpabiliser, ceux qui font cet amalgame sont les mêmes qui sont partisans des réformes qui détruisent les moyens pour les hôpitaux. **Ce sont surtout les mêmes qui ne payent pas leurs impôts et leurs cotisations sociales pour financer la solidarité nationale et les hôpitaux publics.**

La demande est donc très explicite mais rien à faire, il faut faire croire que ce qui est, n'est pas et que ce qui n'est pas, est ! La dernière rencontre entre des élus locaux et le gouvernement a démontré les limites du « pouvoir » des premiers et la perversion des seconds. Il en est sorti, entre autres, que le gouvernement s'engage à mettre à disposition des « vaccins » autres qu'à ARN messenger... Sauf que La substitution se fera avec les deux produits, à vecteur viral, qui ont déjà posé problème dont l'Astrazénéca. Deux produits, aussi acheté à la hâte, qu'il faut apparemment liquider coûte que coûte et de préférence... En Afrique et en Guadeloupe.

Nous constatons, malgré tout, que les autorités persistent à nous refourguer ces produits au nom de la vaccination obligatoire, soit ! Mais s'il y a vaccination obligatoire, pourquoi ces autorités n'offrent-ils pas une panoplie plus large en y incluant les vaccins conventionnels plus efficaces et moins chers ? C'est bien la première fois, depuis des années, que le choix est porté sur le plus disant alors qu'on nous rétorque toujours qu'il faille faire des économies. C'est aussi la première fois que l'on fait une obsession sur un produit peu, voire non-efficace en définitive.

Evidemment, exiger les vaccins du voisin Cubain, plus sûr et plus efficace, serait un caprice. De même, qu'exiger des traitements en amont comme dans les autres pays de la Caraïbe, serait un une marque de « sous-développement ». Bref, il ne nous appartient pas de choisir après près de deux années d'erreurs gouvernementales. Mais c'est justement le centre de la question, nous devons négocier autour d'une table et non dialoguer. Le syndicalisme ne connaît que la négociation, la notion de « dialogue sociale » étant une escroquerie néolibérale.

Parce qu'ils connaissent bien cette escroquerie, les travailleurs de l'hexagone auraient tort de croire que c'est un combat circonscrit à la Guadeloupe. Si les ingrédients de la résistance sont endémiques, la cause elle-même ne l'est pas au regard du caractère international du positionnement du Gouvernement. Il y a eu trois options principales de gestion de cette pandémie en fonction des pays, certains ont eu les moyens de la gérer comme on a toujours géré une pandémie, d'autres ont fait avec les moyens du bord et, enfin, le dernier tiers a fait le choix délibéré d'en profiter pour restructurer économie et société. Ce dernier tiers est principalement constitué par le bloc dit occidental, dont la France.

Les deux premiers groupes ont réussi, vaille que vaille, à sortir de la pandémie même avec les moyens du bord. Le bloc occidental tente de se refaire une santé impériale en sacrifiant sa population sur l'hôtel de la nouvelle biotechnologie, en en faisant des cobayes dans un laboratoire à ciel ouvert. Il y a dans le choix des autorités, une volonté manifeste de positionnement économique et technologique, peu en importe le coût financier si ce n'est humain. Car, en effet, tout est fait pour minimiser ou cacher les effets secondaires de ces produits malgré des faits plus que troublants dont une mortalité inquiétante.

Il fut un temps où c'était la raison d'Etat qui dominait même avec ses graves erreurs, il semble que l'Etat soit désormais le bras armé de la raison économique et financière, avec de plus graves erreurs en perspectives. Dire qu'aux Philippines, le *Dengvaxia* fût banni après 600 morts pour seulement 250 Millions d'habitants. C'est précisément là que les travailleurs de l'hexagone doivent cesser de croire que le gouvernement prend des décisions sur des bases scientifiques pour « protéger » la population. Tout est fait pour déconstruire définitivement l'action collective sous quelque forme que ce soit et le système hérité du C.N.R., au nom d'un virus désormais facilement traitable.



Notre réaction et notre détermination n'était certainement pas au programme mais elles posent problème. La rage les gagne, désormais, au point que nous serions de grands manipulateurs du peuple et de la jeunesse... Éléments de langage qui prouvent que leurs auteurs sont enfermés dans leur bulle aseptisée et présomptueuse. En fait, ils ont misé sur l'essoufflement du mouvement qui dure depuis le 17 Juillet dernier, mais sont surpris de sa croissance exponentielle pour employer leur concept fétiche.

La peur gagne le pouvoir central qui craint l'effet « boule de neige » jusqu'à l'hexagone au point qu'il tergiverse à annoncer l'obligation et la généralisation vaccinale, déjà prévue dans le calendrier envers et contre l'avis de l'O.M.S.. L'apparition du variant Omicron – absolument bénin selon les médecins Sud-Africains – leur donne une seconde chance de tromper la population à nouveau. Se cacher derrière une « communauté scientifique », bien absente du vrai débat scientifique, rappelle les guerres destructives menées contre la Lybie, entre autres, au nom d'une autre « communauté » dite internationale mais composée de 5 ou 6 pays voyous.

Les chiens de garde prennent le relais, comme d'habitude, pour marteler des insanités sur la Guadeloupe et l'outre-mer en général. Il faut les entendre affirmer que nous devrions être contents de bénéficier des impôts des Français pour avoir le vaccin gratuit. Ces déclarations de haines néocolonialistes ne sont pas nouvelles, nous les avons connus en 2009, mais ce continuum raciste et stupide démontre à quel point la propagande systémique paye très cher pour des vomissures assumées.

Mais nous avons, aussi, droit à des affirmations officielles qui relèvent purement de la désinformation et de la propagande pour justifier les choix et erreurs des autorités, tout en se focalisant sur ce qu'elles prétendent relever de « grave » au sein du mouvement populaire et social. C'est ainsi que nous avons droit à des déclarations de chiffres dont nul ne peut vérifier la véracité mais qui contredisent la réalité dysfonctionnelle des établissements.

On affirme, ainsi, que plus de 90% du personnel hospitalier serait « vacciné » sans préciser que la grande majorité de ce personnel répertorié est en première dose, pour un quart, ou rétabli de la COVID, pour deux-quarts, les « schéma complet » faisant le quart restant. Ce dernier quart est lui-même constitué de convaincus, certes, mais surtout de contraints pour raisons économiques. Par contre, la conséquence du manque de personnel que l'on masque par ces chiffres est qu'on ferme des services et on impose, illégalement, les 12 heures de travail continue pour pallier au manque de personnel mais, un coup, tout vas très bien et, un autre coup, c'est à la faute au mouvement.

Ces soignants suspendus se sont donné, corps et âmes et sans protections, lors des premières vagues pendant que nos technocrates se planquaient par peur de mourir. Il semble même que beaucoup ont soit simulé d'avoir la COVID pour faire fun, soit ont été soignés à coup de molécules repositionnés, dont l'ivermectine... Mais ça, c'était avant qu'arrive le Dieu « ARN ». Depuis, nos technocrates, sauvés par la molécule repositionnée, ont décidé de passer l'arme à gauche et de tirer sur tout ce qui bouge contre leur nouveau Dieu. Les mauvaises langues disent même que la Directrice de l'ARS serait « bloquée » à Paris... En attendant que les sauvages se pacifient quelque peu, mais ce ne sont que de mauvaises langues.

Nous avons vu, de nos propres yeux, comment nos technocrates ont géré la vague de Juillet – Août et nous craignons le pire pour l'avenir. Contrairement à ce qui est dit et répété sur les médias et, après analyses des faits par croisements d'informations notamment venant des familles des décédés, il ne s'agissait pas que de personnes « non-vaccinés 95% des cas avaient des comorbidités, sachant que c'est le cas pour environ un quart de la population. ». Par ailleurs, nous avons pu constater la chasse qui a été faite contre les traitements tant chez les médecins de ville que des officines de pharmacie. Ces éléments nous permettent de récuser la version officielle qui n'a pas hésité à mettre en scène les morts et l'arrivée de « soignants sauveurs » de l'hexagone pour, vraisemblablement brouiller les pistes.

Heureusement que nous sommes un peuple qui a su mettre en place des mécanismes de défense, ce qui nous permet de résister au nez et à la barbe des impétueux dirigeants politiques qui ne semblent avoir comme boussole que l'argent. Nous, ce qui nous intéresse c'est l'humain avant tout et l'avenir de nos enfants. Des incertitudes sont prégnantes pour nous dans la programmation gouvernementale, voilà pourquoi nous disons haut et fort : **non à l'insignifiance individuelle et au non-sens commun !** Nous exigeons des négociations pour redéfinir une gestion sanitaire adaptée et cela passe par une dérogation législative, du même genre que celle utilisée pour nous imposer le Chlordécone.

Cette gestion a accéléré la déliaison sociale, de par les confinements et la litanie sémantique du genre « gestes-barrières » ou « distanciation sociale » et, bien-entendu, la sidération produite par les injonctions politiques paradoxales. Pourtant, l'A.T.I.H. (organisme très officiel en France) vient de nous affirmer que la COVID n'a occupé que 2% des hospitalisations en 2020 et *Eudravigilance* (organisme très officiel en Europe) souligne une propension exponentielle d'effets secondaires graves et de mortalités dus à ces produits.

Seulement, le Gouvernement reste droit dans ses bottes remplies de dénégation et d'irrationnel. Le Ministre LECORNU, plutôt que d'ouvrir une véritable négociation, vient en Guadeloupe avec toute l'enflure de suffisance que l'on sait des technocrates qui préparent un coup à long terme. Il semble qu'il fait tout pour être directeur de campagne de Macron en 2022, Monsieur doit se montrer « ferme » quitte à mépriser les femmes et les hommes qui luttent en exigeant d'eux qu'ils « *condamnent les violences faites à l'encontre des forces de l'ordre* », préalable à toute discussion. Autant dire clairement « *Je refuse de négocier* ». Il est clair que l'ombre d'un ancien Préfet de la Guadeloupe le suit jusqu'à une forme de ventriloquie très équivoque mais remarquable.

Mieux, notre ambitieux politiciens des années à venir vas jusqu'à tenter de diviser l'intersyndicale de Guadeloupe et celle de la Martinique en distribuant de bons points à cette dernière, il semble qu'elle serait plus « intelligente » selon les couloirs ministériels. C'eut été bien joué si l'ombre du ministre ne s'était pas perdu dans des certitudes dignes d'Armand CORRE, un médecin-militaire du 19 siècle qui écrit un opus raciste sur nos mœurs créoles, et de l'exposition universelle des années 1930.

Visiblement, depuis la « gestion » de cette crise sanitaire en lieu et place des médecins, de mauvaises habitudes sont restées au point que la prescription républicaine serait devenue la règle. Après avoir jeté dans l'arène la carcasse de l'autonomie pour occuper les « affamés », sans succès, voilà que l'ordre républicain serait mis en danger par des tirs à balles réelles et qu'il faille condamner ce à quoi nous n'avons pas assisté. Comment, un membre du Gouvernement le plus fourni en justiciables confirmés, peut-il oser braquer l'attention sur le résultat de la politique libérale qu'il défend corps et âme ? Que dire quand le gouvernement tire à coup d'ordonnance sur les droits sociaux et civiques, sous le couvert de la Covid ?

En tout état de cause, ce à quoi nous assistons quotidiennement c'est la violence systémique contre cette jeunesse obligée de « piller » de l'alimentaire pour survivre. C'est aussi, la violence des décisions prises contre ces près de 5000 professionnels (Hôpitaux, Cliniques, laboratoires, pharmacies, et médicosocial, personnel de santé de l'éducation nationale) et étudiants qui ont choisi de refuser la folle tyrannie vaccinale sans but sanitaire. Et ces deux violences sont plus que condamnables à nos yeux, dans un pays à 30 % de chômeurs - bien plus concernant la jeunesse – soit près de 20000 victimes collatérales en comptant les familles. Venir justifier cela en se cachant derrière le Droit commun est un affront quand on sait que ce même Droit commun a été bafoué pour nous empoisonner au chloredecone pendant trois décennies.

Il va pourtant falloir qu'un tribunal – pourquoi pas exceptionnel et populaire - se prononce, tôt ou tard, sur cette gestion idéologique, scabreuse et funeste. Aujourd'hui, la justice est expéditive avec la jeunesse mobilisée dans la rue et sur les barrages mais elle est d'une lenteur à traiter l'affaire Jean-Pierre – cet homme mort entre les mains de deux gendarmes il y a tout juste un an. De même, plainte a été déposée par une des organisations syndicales contre les responsables de cette gestion sanitaire, cette plainte est restée pour l'heure sans suite. En tout, les responsabilités doivent clairement être déterminées car « *Celui qui aime tuer doit aimer mourir !* » et Drapétomaniaques ou complotistes, à la guise de chacun, nous ne lâcherons rien car nous avons bien compris que nous sommes en guerre... Une guerre de classe !

Nos revendications sont, donc, toujours :

- La non-application de la loi du 05 Août 2021, par dérogation comme pour le chloredecone.
- La réintégration de tous les professionnels du public, du paramédical et du libéral.
- La liberté de soigner pour les médecins de ville.
- La mise à disposition de traitements existants (ivermectine...).
- La mise à disposition de vaccins conventionnels (soberana...).
- L'arrêt des poursuites judiciaires des militants et citoyens.
- Un véritable plan sanitaire tenant compte de la réalité archipélagique et des risques multiples de la Guadeloupe.
- Un véritable plan de développement territorial plaçant la jeunesse au centre du projet.

**Philippe BELAIR**

**Secrétaire Général de la FSAS-CGTG  
(Fédération Santé et Action Sociale – Confédération Générale de Travailleurs de la Guadeloupe)**

*Basse-Terre, le 22 Novembre 2021*